

L'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

**1 500 paysans à Laval mercredi
contre une firme agro-alimentaire**

« WESSAFIC, ESCROC, TON PROCES TOMBE A L'EAU ! »

« Wessafic, tu l'as dans le... ! », « escroc » ont été les mots d'ordre lancés à pleine voix par les paysans à la fin de l'audience du tribunal correctionnel qui venait d'annuler « pour vice de forme » le procès que la firme d'aliments de bétail « Wessafic » voulait faire à trois militants Paysans-Travailleurs, dont le directeur de publication de « Vent d'Ouest ».

Wessafic avait porté plainte devant le tribunal correctionnel pour « diffamation » contre ces trois militants, à la suite de la publication, l'an passé, d'un tract et d'une affiche dénonçant la Wessafic où était mentionné le nom de deux de ces militants comme correspondants du Comité de liaison des éleveurs intégrés.

Wessafic avait oublié d'envoyer le double de la plainte au parquet. Le tribunal de Laval, malgré les efforts de la Wessafic, en a profité pour se décharger d'un procès qui serait vite devenu celui de la firme agro-alimentaire.

Wessafic en a été pour ses frais : les trois paysans, Joseph Bouvier (Haute-Savoie), Dominique Froger (Mayenne) et Jean-Claude Olivier (Sarthe) n'ont pas été jugés et la Wessafic doit payer les frais de justice.

Le procès aura tout de même lieu, mais en dehors du tribunal et en l'absence du principal accusé : la Wessafic. Une manifestation d'une heure a eu lieu, regroupant plus de 1 500 paysans et autres travailleurs dans les rues de Laval, aux cris de « Wessafic, escroc, ton procès tombe à l'eau », et « Unité ouvriers-paysans » !

Ensuite un meeting s'est tenu dans une salle archicomplée à deux pas du palais de justice.

Après la lecture des messages de solidarité, fut jouée

avec grand succès la pièce de théâtre de marionnettes, mettant en cause la société « Wessafic » - toute ressemblance avec des personnes vivantes étant, évidemment, pure coïncidence !.

Des responsables de Pay-

Au total, une bonne journée pour les paysans et une mauvaise pour cette firme.

Celle-ci était forte jusqu'au jour où les éleveurs en difficulté s'organisèrent pour lutter contre les escroqueries dont ils ont été

zaines et des dizaines de millions d'indemnités à de nombreux paysans. Le Comité de liaison dispose, d'ores et déjà, de plus de 250 dossiers, et il en viendra d'autres.

Le « procès » de mer-



La manifestation de la victoire (Photo HR).

sans-Travailleurs intervinrent ensuite pour rappeler quelques luttes en cours. Bernard Lambert rappela la lutte pour la réintégration de la famille Pellerin à Mesanger en Loire-Atlantique, et le procès en appel qui aura lieu le 9 mars prochain. Il affirma que si, actuellement, « on voulait nous faire croire que le plus important c'est les 12 et 19 mars, nous nous pensons que c'est la lutte la plus importante ».

De nombreux témoins, pour la plupart des paysans victimes de la Wessafic, comme la famille Metral, la famille Mouchel, Mme Donque, mais aussi des avocats, des médecins, des vétérinaires intervinrent pour dénoncer la firme Wessafic, ses méthodes et ses escroqueries.

l'objet. La lutte aujourd'hui est loin d'être terminée, et tout laisse à penser qu'elle sera longue et ardue. Wessafic doit des di-

credi constitue manifestation un encouragement pour poursuivre, organiser et étendre la lutte des éleveurs intégrés.

• URSS

UN OUVRIER A L'ASILE

Vladimir Klebanov, l'un des principaux animateurs du mouvement d'ouvriers, partisans de la création d'un « syndicat libre » en URSS, est interné depuis le 8 février dans un hôpital psychiatrique du Donetsk (sud de l'Ukraine) après avoir été arrêté la veille à Moscou.

Il y est isolé et soumis à une surveillance spéciale. Après son arrestation, le 7 février, à la sortie du métro « Tek

7 février, à la sortie du métro « Tekstilchtchiki » à Moscou, il a été emmené à l'hôpital numéro sept de la capitale d'où il a été transféré dans le Donetsk, dans le même hôpital psychiatrique où il a déjà été interné pendant quatre ans pour avoir dénoncé les mauvaises conditions de travail et de sécurité dans la mine où il travaillait.

Klebanov a été arrêté, après Mme Varvara Koutcherenko, internée depuis le

union
ouvrière et paysanne
pour la démocratie
prolétarienne

Meetings régionaux

Le 26 février

Paris de 14h à 18h salle A de la Mutualité
(Rue St-Victor)

Rennes de 14h à 18h Pavillon des lices

Lille à 17h, salle du Conservatoire,
place du concert

A NOS FRERES

TRAVAILLEURS IMMIGRES

Les meetings du 26 février organisés par l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ne sont pas des meetings électoralistes, mais des manifestations de combat politique de tous les travailleurs.

Vous qui participez toujours plus nombreux à nos meetings sur la base de la lutte de classes et de l'internationalisme prolétarien, nous vous

appelons donc à venir nombreux aux meetings de l'UOPDP sur les mêmes bases.

D'ailleurs, une intervention sera présentée par un travailleur immigré et nos propres discours concernent aussi vos revendications politiques et sociales.

Travailleurs français-immigrés, une seule classe ouvrière, un même combat !

Conseil des ministres

LES BOUCHEES DOUBLES

Le dernier conseil des ministres n'a pas lésiné sur la surenchère démagogique pour améliorer, si c'est possible, la cote de la majorité, à moins de trois semaines des élections.

Le ministre du Travail a présenté un rapport enchanteur sur un sujet rarement évoqué dans ces hautes instances : la prévention des accidents du travail.

De son côté, Simone Veil, ministre de la Santé, proclamait à tous vents que « dans tous les pays où elle est passée, elle n'a jamais rencontré une meilleure protection de la santé publique qu'en France ».

Barre s'est réjoui bien fort du bilan du « Pacte national pour l'emploi des jeunes » qui, à l'entendre, a supprimé tout problème dans ce secteur.

Pendant ce temps, le ministre de l'Agriculture af-

firmait sans rire que « des mesures ont été prises et d'autres sont en préparation pour assurer l'égalité des agriculteurs avec les autres couches de la nation »... en omettant de signaler qu'il s'agissait, bien entendu, d'un nivellement par le bas !

Les électeurs sensibles aux sirènes écologistes n'ont pas été oubliés par ces messieurs. On leur a promis la création d'un « commissariat à l'énergie solaire », efficace et non polluant, au moment même où Chirac proposait la création d'une « banque de l'environnement pour améliorer la qualité de la vie ».

Seul Giscard a fait un léger couac à l'issue de ce conseil béat et ronronnant. Parlant des problèmes de sécurité devant une assemblée de pompiers, il s'est borné à réclamer l'accroissement des effectifs de police et de gendarmerie !

été empêchée par des « camarades de combat » de celui-ci et par des passants.

Ancien mineur du Donbass, V. Klebanov a annoncé le 27 janvier à Moscou vouloir créer un « syndicat libre » en URSS. Il affirmait avoir le soutien de deux cents autres ouvriers ou ingénieurs désireux de défendre les droits des travailleurs en URSS.

Il n'en faut pas plus pour être déclaré fou et interné au pays de Brejnev.

• Allemagne de l'Ouest

LES AVOCATS SUR LE BANC DES ACCUSES

Schily, Ströbele, Groenewold, Haag, Newerla, Croissant, etc. — autant d'avocats défenseurs des membres du groupe à Baader, inculpés de « soutien à une association criminelle » — la grande presse les assimile purement et simplement à des terroristes. Groenewold passe actuellement en jugement, le procès des autres avocats emprisonnés suivra.

Le 9 mars aura lieu celui

de Klaus Croissant à Stuttgart. Il sera défendu par cinq avocats, trois qui sont commis d'office et deux avocats de confiance : Brigitte Tilgner et Robert Badinter (du barreau de Paris). La Deuxième chambre criminelle de grande instance où se déroulera le procès a refusé un autre avocat français pour défendre Klaus Croissant, considérant qu'un seul avocat français suffisait pour les questions touchant

à l'extradition de Klaus Croissant.

Le premier crime dont les accuse le pouvoir, c'est de défendre des inculpés qu'il juge indéfendables. Dans cette logique, toute activité de l'avocat devient crime : écrire aux inculpés, leur rendre visite, c'est établir des liaisons criminelles, les défendre face à l'arbitraire bourgeois, c'est les soutenir, les aider...

Voilà bien une atteinte intolérable aux droits de la défense ! Car en quoi consiste donc la tâche des avocats — sinon à défendre leurs clients, quels qu'ils soient et quoi que pensent les avocats des chefs d'accusation ?! Considérer des clients comme « indéfendables » revient à nier le rôle de l'avocat et donc rendre la justice encore plus arbitraire qu'elle n'est déjà.

Le second « crime » des avocats, c'est... d'en savoir trop sur les atteintes aux droits démocratiques, sur ce qui se passe dans les prisons. C'est de révéler les conditions psychiques de la détention qui visent à détruire la personnalité, la résistance, voire l'existence physique des détenus. C'est de révéler aussi toutes les mesures discriminatoires prises à l'encontre des avocats, les entraves mises à leurs travaux.

Les boucs émissaires

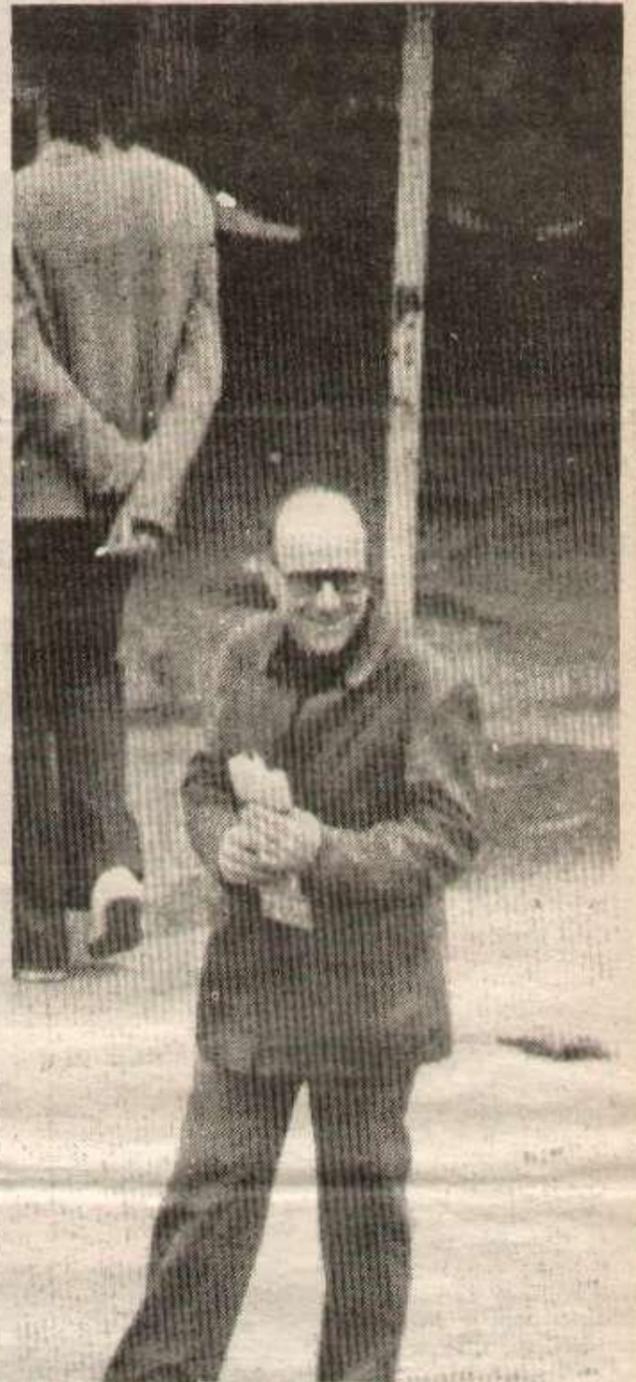
Par tous les moyens, le pouvoir cherche à discréditer les avocats. Dès qu'il se passe quelque chose de bizarre dans les prisons — comme la mort des détenus de Stammheim — le pouvoir

connaît d'avance le nom des responsables : « Ce sont les avocats ! Ce sont eux qui ont procuré des armes à Baader, Ensslin et autres ! » Et ce, bien sûr, avant toute enquête, sans aucune preuve.

Certes, le pouvoir éprouve quelques difficultés pour rendre plausible sa version des choses — d'autant plus que tout le monde sait bien la surveillance constante et étroite à laquelle il soumet les avocats : fouille intégrale avant chaque visite, qu'ils font, revêtus d'un simple peignoir.

Le pouvoir n'a pas mis moins de trois mois pour trouver une idée qui étaye un peu ses accusations. Mais enfin, il a trouvé : c'est dans leurs dossiers soigneusement découpés que les avocats auraient caché les armes que l'on a trouvées dans les cellules des « suicidés ». Les gardiens qui ont feuilleté ces dossiers ont été malicieusement dupés... Des preuves ? Le pouvoir n'en a aucune, hormis les prétendus témoignages de détenus qu'il a achetés. Aucun de ces dossiers truqués n'a été retrouvé. Mais le pouvoir fait tant d'efforts pour discréditer les avocats qu'il serait bien étonnant que dans quelques mois, il n'exhibe pas l'un de ces dossiers mystérieux... et mystérieusement découverts.

La nouvelle loi dite anti-terroriste qui vient d'être votée par les députés, loi qui stipule que les défenseurs des terroristes pourront être exclus sur simple présomption de complicité, est un nouveau pas dans ce sens.



Klaus Croissant dans la cour de la prison de la Santé (photo Apesteguy/Gamma).

MEETING DE SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE TUNISIEN VENDREDI 24 FEVRIER

Mutualité (salle C) 20 H

Metro Maubert Mutualité
(A l'appel de diverses organisations tunisiennes)

Paris, le 16 novembre 1977

Face au danger d'être extradé à la République Fédérale d'Allemagne et d'être incarcéré dans une des prisons de cet État,

je déclare :

quoique je causais la peine spéciale de détention réservée aux prisonniers politiques en RFA, destiné à détruire leur intégrité psychique et physique, et d'autant plus leur identité politique,

je ne vois jamais mettre fin à ma vie par suicide.

Si on oserait entendre de ma mort dans une prison allemande, cela ne sera jamais un suicide. Ne croyez pas aux mensonges des assassins.

Maison d'arrêt de la Santé,

le 16 nov. 1977

Klaus Croissant

• Thaïlande

Les maquisards communistes viennent de remporter une nouvelle victoire en tendant une embuscade contre une unité de l'armée tuant, selon les déclarations de la police thaïlandaise elle-même, trois soldats de l'armée, en blessant vingt autres. Cette attaque s'est déroulée au nord de Bangkok.

• Etats Unis

Mardi soir, il a été décidé que les négociations entre les représentants du patronat et ceux du syndicat des 166 000 mineurs en grève reprendraient une nouvelle fois. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour que cesse cette grève qui met en danger les revenus des capitalistes. Les coupures de courant sont habituelles dans différents États,

de nombreuses entreprises de l'Indiana ont fermé leurs portes faute d'approvisionnement en charbon. Les mineurs ne se contentent pas de refuser chaque nouvel accord quand celui-ci ne répond pas à leurs principales revendications, ils poursuivent activement la lutte dans les piquets de grève, en manifestant devant les sièges du Parlement de l'État comme dans l'Ohio. Les pressions et les menaces de Carter n'ont rien changé.

• Tunisie

Les condamnations se poursuivent, cette fois, contre des étudiants et des lycéens. Douze d'entre eux ont été condamnés de un à six mois de prison par le tribunal correctionnel de Tunis pour incitation à la grève des cours et troubles dans les lieux publics. Ces étudiants et lycéens avaient

été arrêtés au cours des troubles qui ont suivi le 6 février, où les étudiants avaient déclenché une grève générale (mouvement qui se poursuit actuellement), contre le comportement du gouvernement lors de la grève générale et des incidents sanglants qui l'avaient marquée le 26 janvier dernier.

• Espagne

La grève de la métallurgie qui avait débuté mardi dans une entreprise d'Oviedo s'est généralisée mardi à l'ensemble de la province, les Asturies et concerne donc maintenant 70 000 grévistes qui exigent le renouvellement des conventions collectives ainsi qu'une amélioration des conditions de travail. Pour appuyer leur grève, ils sont descendus à 30 000 dans les rues

d'Oviedo, la capitale des Asturies.

Lundi, ce sont 9 500 ouvriers des hauts-fourneaux de Biscaye (Ansio, Sestao et Baracaldo) qui se mettaient en grève illimitée pour appuyer leurs revendications salariales avant la signature d'une nouvelle convention salariale.

• Nigéria

Depuis le mois de novembre, les 2 300 ouvriers de l'usine Peugeot de Kaduna, au Nigéria, sont en grève pour obtenir de meilleures conditions de travail. En février, l'usine a été fermée. A la suite de ce lock-out, des manifestations avaient eu lieu à Kaduna, des dirigeants syndicaux furent arrêtés.

Les négociations entamées par le gouvernement à la suite de ces incidents avaient abouti à un accord mais les ouvriers de Peu-

geot ont à nouveau cessé le travail vendredi dernier après que trois dirigeants syndicaux furent à nouveau arrêtés.

• Afrique du Sud

Le mouvement de grève générale lancé lundi dans le complexe industriel d'Isithebe dans le bantoustan Kwazulu, au nord de Durban, s'est poursuivi mardi, touchant 28 usines.

Lundi soir, la police a voulu disperser les ouvriers en grève en lançant des grenades lacrymogènes, les ouvriers ont riposté en blessant deux policiers.

Les revendications des grévistes portent sur les salaires, fixés par les employeurs dans les bantoustans, et sur l'attitude raciste des contremaîtres. La grève

touche environ 2 000 ouvriers.

• Palestine occupée

L'agence palestinienne « Wafa » a annoncé mardi que la Résistance palestinienne a exécuté lundi un nouvel attentat à Saint-Jean d'Acre. La charge qui a explosé dans un réservoir à gaz a totalement détruit un immeuble où se trouvent les locaux d'interrogatoire de la police israélienne. L'incendie provoqué par l'explosion a fait de nombreux blessés parmi les sionistes.

L'agence annonce par ailleurs qu'un grand nombre de soldats sionistes ont été tués ou blessés lors d'une embuscade tendue vendredi par un commando dans la ville de Naplouse.



Aux bureaucrates qui s'ignorent! ...

Ce poème décrit une réalité que tous les ouvriers connaissent : les délégués qui s'encroûtent dans la bureaucratie et qui ne voient plus ce qui se passe autour d'eux.

Bien qu'il risque de laisser croire que tous les délégués sont du même genre que celui critiqué par le poète, nous le publions parce qu'il concerne un genre de bureaucrate syndical qui existe malheureusement trop : des délégués influencés par le réformisme ou le révisionnisme, mais qui, dans leur immense majorité, nous le pensons, rejoindront un jour le camp de la révolution.

Eh ! camarade secrétaire
Camarade permanent
Toi que es notre délégué
Toi qui te dis notre représentant

Depuis que tu as été désigné
On dirait que t'as changé.
Pour sûr, tu n'es plus le même homme.
Tu nous traites comme des pauv'pommes !
Te prendrais-tu pour un PDG ?

Quand on débarque dans ton bureau
Tu nous regardes de haut.
On dirait qu't'as pas l'air content
Et qu'on dérange tes plans !

Tu sais, on t'a nommé
Pour que t'en mette un coup
Pour mieux lutter contre le patron
Les flics, le gouvernement
Mais pas pour nous mettre
Des bâtons dans les roues
Lors des assemblées
Tu prends des airs mystérieux
Un ton de prophète.

« Toi, tes informations, tu les tiens d'en haut
Tu es dans le secret des dieux.
Alors tu ne supportes pas
Que le premier venu
Te tienne tête ! ».

Et pourtant, à t'écouter
Tu serais pour l'autogestion
C'est à la mode, c'est une innovation.
Tu serais même d'accord pour la discussion
A condition, toutefois, faut être sérieux
Que ça soit toujours toi
Qui garde le pouvoir de décision !

Tu lancerais bien des actions
Mais, comme tu le dis souvent
« Les gars y sont cons
Ils en veulent pas
Ils veulent pas suivre
Ils sont bouchés
Ils ne veulent pas bouger... » !

Alors du préfères te lancer
Gravement dans la négociation
Et là, seul à seul, comme un chef
Tu t'affrontes avec le patron.
Mais hélas, il faut dire que jusqu'à présent
Ça nous rapporte pas béséf !
En somme, pour toi le syndicat
Les réunions, les assemblées
Qu'est-ce que ça serait bien
Si seulement y'avait pas
Les militants, les syndiqués
Qui sont toujours là
Ah ! les ingrats
Pour te poser des questions, t'asticoter et t'emmerder

Eh ! camarade secrétaire
Camarade permanent
Camarade délégué
Toi qui te dis notre représentant
On t'as pas élu pour ça !

Un jour, tu te réveilleras
Quelle surprise !
Tous ces cons que tu méprises
Ils auront fait la révolution
Et toi, resteras-tu toujours derrière
A courir au cul du wagon
Pour faire signer tes pétitions ?

Eh ! camarade secrétaire
Camarade permanent
Camarade délégué
Face au patron qui nous divise
C'est par nécessité qu'on s'organise
Ce qu'on attend de toi
Ce n'est pas d'être un parfait bureaucrate
Mais de prendre la tête du combat
Voilà ce que doivent être
Les responsables de notre syndicat !

Salaires et profits

Les travailleurs + 6,5%

Compagnie Machine Bull + 65%

Le journal économique « Les Échos » de mardi dernier fait état du bilan de l'année 1977 pour le trust Saint-Gobain Pont-à-Mousson. C'est en effet l'époque des bilans et celui de ce trust de la chimie est très intéressant.

Les ventes du groupe ont progressé de 11 % par rapport à l'an dernier. Les profits eux, sont passés de 1,927 milliard, de francs en 1976 à 2,146 milliards, soit une progression de 17 %. Pour ce qui est des perspectives de l'année 1978, les dirigeants de ce monopoles estiment qu'elles seront dans « la prolongation de 1977, sans amélioration ». Les pauvres !

Quant à la banque le « Crédit du Nord » elle annonce que « le bénéfice net de l'exercice s'établit à 11,8 millions contre 5,6 millions en 1976 » soit plus du double. Ainsi que le journal « Les Échos » l'indique : « Les résultats de 1977 traduisent un progrès très sensible d'exploitation ».

Autres résultats ceux de la « Compagnie Machine-Bull » qui fait partie du monopole de l'informatique CII-Honeywell-Bull. Les commandes reçues en 1977 par ce groupe ont augmenté de 33 % par rapport à celles enregist-

trées en 1976. Le chiffre d'affaires a augmenté lui, de 21 %. Quant au bénéfice net, c'est-à-dire aux profits, ils passent de 87 millions en 1976, à 144 millions en 1977 et connaissent donc une augmentation de plus de 65 %.

gagnent moins de 2 000 F par mois, soit 40 % de la population qui produit.

Les profits capitalistes sont liés à l'exploitation de la classe ouvrière et des couches laborieuses. L'accroissement de ces profits est donc directement en

rapport avec l'appauvrissement du peuple, et l'enrichissement d'une minorité va avec l'appauvrissement de la majorité exploitée. C'est ce que les profits de ces monopoles confirment une nouvelle fois.



« L'assemblée générale du CNPF » : la crème des exploités discutent sur la manière d'accroître leurs profits

Ces quelques chiffres qui portent sur des sommes fabuleuses montrent que la crise n'a pas empêché les monopoles d'accroître leurs profits dans des proportions très importantes. Après cela, Barre ou Ceyrac viendront nous prêcher l'effort, le civisme, nous expliqueront la nécessité de bloquer les salaires afin qu'ils ne dépassent pas un accroissement de 6,5 % alors que ces salaires sont à peine suffisants pour vivre et 8,8 millions de travailleurs

Beullac avait bel et bien truqué les chiffres

Le ministre du chômage, Beullac, avait annoncé il y a quelques jours que le nombre des « demandeurs d'emploi » c'est-à-dire des chômeurs avait baissé en janvier par rapport à décembre 1977. La ficelle était trop grosse pour qu'elle ne se voit pas. L'INSEE (Institut na-

tional de la statistique) vient de rendre public le fait que le nombre des chômeurs n'avait pas baissé en janvier, mais qu'il avait augmenté et qu'il était passé selon les chiffres (qui sont aussi sous-estimés) de 1 054 000 en décembre 1977 à 1 063 100 en janvier 1978.

Télévision

Nous vous rappelons

NOUS VOUS RAPPELONS : Vendredi 24 février à 14 h, sur A 2 : « Aujourd'hui Madame », Histoire de l'amour et de la sexualité (5) : La Chine.

Dimanche 26 février
21h15 sur A2

Un homme un jour :

« Le ghetto de Varsovie »

UN HOMME UN JOUR : Le ghetto de Varsovie
A Varsovie, en 1943, des combattants juifs venus d'horizons différents, avec un armement dérisoire tinrent tête douze jours et douze nuits aux blindés, aux avions, aux lance-flammes du général SS Stropp. Marek Edelman, seul survivant des cinq dirigeants du soulèvement, sera le grand témoin de cette émission de Jean-Marie Cavada.

Jeudi 2 mars 21h15 sur TF1

Jean Christophe : No1 L'aube

Feuilleton TV en 9 épisodes

Ce feuilleton prend pour thème l'œuvre de Romain Rolland « Jean-Christophe » écrite entre 1903 et 1912. C'est une fresque où l'auteur a dessiné le chemin d'un musicien imaginaire, de son premier cri d'enfant à son dernier souffle d'homme. En tête de cet hymne d'amour à la musique et à la nature qui est aussi un appel à une plus grande compréhension entre les hommes, Romain Rolland a écrit cette dédicace : « Aux âmes libres de toutes les nations qui souffrent, qui luttent et qui vaincront ».

Ecrivain progressiste, Romain Rolland était un

homme épris de justice, de liberté et de vérité. Il s'engage dans l'affaire Dreyfus, dans l'affaire Sacco et Vanzetti et milita au sein du Comité mondial contre la guerre et le fascisme. Son message universel : « Parle sans fard, et sans apprêt! disait-il, parle pour être compris ! Non pas d'un groupe de délicats, mais par des milliers, par les plus simples, par les plus humbles ! ».

Jeudi 2 mars 21h05 sur A2

Le père tranquille

Si le premier épisode d'un feuilleton qui en contient neuf vous rebute, ce film de Noël-Noël et René Clément datant de 1946 risque de vous plaire. Au lendemain de la Libération, ce film présentant un personnage de Français moyen, héros modeste et courageux, a rencontré un énorme succès. Le Père Tranquille incarnait l'esprit de résistance des petites gens, c'était l'image du bon sens et du patriotisme quotidien.

Vendredi 3 mars 23h20 sur A2

Ciné-club : « los olvidados »

Film mexicain de Luis Bunuel (1950)

Ce film est à la fois un poème et un documentaire sur les enfants qui vivent dans la misère des taudis et des terrains vagues des faubourgs de Mexico. Jaibo, adolescent évadé d'un centre de redressement, domine une bande d'enfants abandonnés à eux-mêmes et vivant de rapines. Il tue Julian, qu'il accuse de l'avoir dénoncé à la police, et poursuit de sa haine tenace le petit Pedro qui a assisté au crime. Ce film plein de tendresse et de cruauté est comme un appel à la révolte contre les forces sociales qui sont les véritables responsables de cette misère. Malgré l'heure tardive, si vous le pouvez et que vous n'avez pas encore vu ce film, ne le manquez pas.



LA CRISE DANS LA CONSTRUCTION NAVALE

Nous publions ci-dessous un article fait par nos camarades de Saint-Nazaire et publié dans la presse régionale dans le cadre d'une « tribune » sur les problèmes de la construction navale.

C'est un fait bien connu des travailleurs de la région nazairienne, la construction navale est plongée dans la crise et ils en vivent tous les jours les douloureuses conséquences : chômage partiel (ou total quand il s'agit d'intérimaires licenciés), baisse de salaire réel (3% en moins aux Chantiers de l'Atlantique pour l'année 1977), mutations...

Une crise à l'échelle de la planète

On estime aujourd'hui que d'ici à 1980, la capacité de production sera trois fois supérieure à la demande

13 millions de tonnes brutes de commandes en 1980 contre 36 millions de capacité de production en 1977. Tel est le résultat d'un développement aveugle des investissements à une époque (il y a 10 ans) où il y avait de gros profits à réaliser dans la construction des superpétroliers.

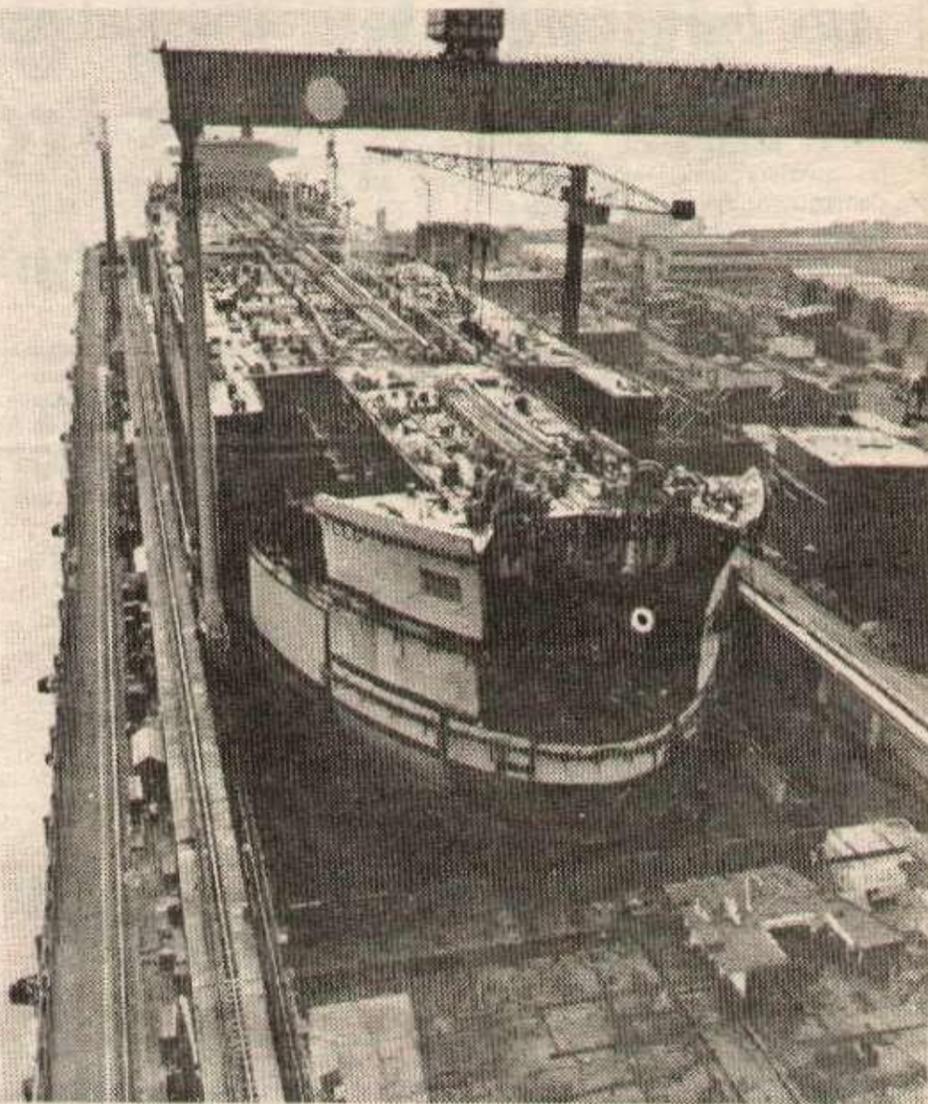
Aujourd'hui, les grands groupes financiers préfèrent transférer leurs capitaux vers des secteurs plus rentables (comme l'électro-nucléaire par exemple). C'est pourquoi on parle tant un peu partout dans le monde de « restructuration ». C'est le cas au Japon et en Europe tout particulièrement.

Mais c'est aux travailleurs que l'on demande de payer

la crise : 55 000 licenciements au Japon, 10 000 en Suède et 6 000 en France. La France, bien sûr, n'échappe pas à la règle. Rappelons que le plan gouvernemental d'aide à la construction navale prévoit le regroupement des chantiers en deux ensembles... regroupement qui risque d'entraîner des licenciements, voire la fermeture d'un chantier qui pourrait être Dubigeon.

On peut craindre à juste titre que les Chantiers de l'Atlantique ne soient atteints pas des licenciements massifs surtout quand on sait qu'aucune commande n'a été prise depuis l'automne 1975.

Il est symptomatique qu'aucun des représentants des grands partis qui aspirent à gérer l'économie française à la faveur d'une victoire aux prochaines élections, n'envisage d'autres solutions qu'industrielles. Comme si les travailleurs



La construction d'un bateau.

n'avaient pas voix au chapitre, comme s'ils ne devaient pas d'abord et avant tout compter sur leurs propres luttes pour refuser de payer la crise, pour empêcher des licenciements... Dans une économie guidée par la loi du profit, il ne faut pas compter sur la bonne volonté des grands groupes financiers, pour venir créer des emplois là où les travailleurs le souhaiteraient. Les investissements

se font toujours en fonction des profits à réaliser. L'exemple de la sidérurgie lorraine en fournit la preuve. On n'a pas hésité à supprimer des milliers d'emplois et à déporter des milliers de travailleurs (à Fos-sur-Mer notamment).

Ce n'est pas l'affaire des travailleurs français que de soutenir les efforts du patronat de la navale française pour conserver tant bien que mal sa part d'un marché qui se rétrécit comme une peau de chagrin. Car de toute façon, le patronat est bien décidé à ce que ce soient les travailleurs qui paient la crise.

Une telle « Union sacrée » entre ouvriers et patrons français reviendrait à s'en prendre aux ouvriers japonais, suédois ou coréens, etc.

D'autre part, la mise en œuvre de mesures protectionnistes, tant qu'on reste dans le cadre du système capitaliste, ne peut avoir comme conséquence que l'adoption de mesures semblables par les pays étrangers.

(On s'achemine déjà vers de telles mesures). L'économie française qui exporte beaucoup, risquerait donc de voir ses exportations bloquées. Le PCF propose en particulier « d'augmenter » notre flotte de moitié. Mais faut-il encore qu'elle puisse avoir des marchandises à transporter. Or, aujourd'hui, si beaucoup d'industriels français ont recours à des pavillons étrangers c'est qu'ils sont moins chers. Il ne peut être question pour eux d'y renoncer puisque ce moindre coût du transport est un des moyens d'être compétitif dans le cadre d'une guerre commerciale qui fait rage sur tous les marchés. Telle est la logique implacable de l'économie capitaliste et un gouverne-

ment de gauche ne pourra pas davantage y échapper qu'un gouvernement de droite, précisément parce qu'il ne veut pas en finir avec le système capitaliste.

Un seul moyen

Les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge estiment qu'il n'y a pas de miracle à attendre. C'est seulement en se préparant à mener la lutte résolue et de longue haleine, dans l'unité à la base et dans l'action, que les travailleurs des chantiers navals à Saint-Nazaire et ailleurs, pourront empêcher les licenciements que préparent les monopoles. L'expérience des échecs subis aux Chantiers de l'Atlantique en décembre 1975 et plus récemment à Dubigeon montre cependant qu'une telle lutte n'a de chance d'aboutir qu'à condition que soit créé un solide rapport de force qu'il ne soit pas bradé au nom des intérêts des politiciens de gauche.

La première lutte à mener, est bien cette lutte contre tout licenciement. Seule la fin du système capitaliste, seule la mise sur pied d'une nouvelle société où la classe ouvrière aura le pouvoir permettra d'en finir avec le chômage.

Alors seulement, sous le contrôle des travailleurs, il sera possible de planifier l'ensemble de l'économie en fonction des intérêts et des besoins du peuple. Il sera possible de remédier aux déséquilibres économiques hérités de l'anarchie du développement capitaliste. On pourra envisager une véritable diversification industrielle dans la région nazairienne. « Vivre et travailler au pays » deviendra une réalité.

● PTT-PLM-Austerlitz

Les Antillais, Guyanais, Réunionnais contre les grèves de division

Après les débrayages de 24 heures pour les préposés (le 18 janvier) pour les agents (le 24 janvier), pour les télécommunications etc. les Fédérations CGT et CFDT ont appelé à 24 heures de grève le 23 février les personnels originaires des soi-disant DOM-TOM (départements et territoires d'outre-mer), c'est-à-dire les victimes de l'impérialisme français des Antilles (Guadeloupe, Martinique), de Guyane, et de la Réunion : les AGR.

Cette politique d'action catégorielle va à l'encontre de la lutte unie et résolue, de masse et de classe (face aux patrons de l'administration, face au gouvernement colonialiste) à laquelle aspirent les travailleurs des PTT. C'est ce qu'affirment dans leur tract les cellules AGR du PLM et d'Austerlitz : « Nous sommes pour la grève de tous les travail-

leurs, la grève réalisant l'unité à la base, et sur les vraies revendications des travailleurs, et non pour une caricature de grève ! »

Qu'il s'agisse d'une caricature de grève, le tract le démontre : « Les directions syndicales affirment que la grève des AGR des PTT a été souhaitée par le personnel des départements d'outre-mer (tract CGT a été souhaitée par le personnel des départements d'outre-mer (tract CGT du 25/1/78). Camarade AGR, as-tu été consulté ? Où ? Quand ? (...) Tout ce qu'on nous a demandé, c'est de préparer une grève des AGR qui a été décidée pour nous (...). Pourquoi donc, en somme, nous appelle-t-on à faire grève ? Pour que se concrétisent les engagements du gouvernement par la sortie immédiate du décret (tract CGT du 25/1/78) (...) »

Et pourtant, ce ne sont pas les revendications qui manquent. Par exemple :

- Retour de tout stagiaire licencié au cours de sa période de stage avec dédommagement.

- Logement définitif pour les nouveaux arrivants qui sont jetés hors des foyers après trois mois.

- Voyage gratuit (payé par l'administration) aux agents pour tout cas de famille (décès, etc.) restée dans les colonies.

- Liquidation du BUMIDON* et fermeture des camps de concentration modernes pour femmes AGR (Crouy-sur-Ourcq)

- Congés cumulés avec voyage payés tous les deux ans, etc.

Le tract montre ensuite que de plus, cette « grève » n'aura pas de répercussion sur le service PTT (les camarades et collègues fran-

çais continuant à travailler) et conclut :

« C'est pourquoi, devant l'obstination des directions syndicales à diviser les AGR en tranches, à les priver de la nécessaire solidarité de leurs camarades et collègues français et, devant leurs manœuvres antidémocratiques, nous disons de nouveau :

- Non à la « grève des AGR » des PTT du 23 février 1978 !

- Non à la division des AGR !

- Non à la division des travailleurs AGR et français ! »

*BUMIDON : Organisme chargé de « trouver du travail » aux jeunes AGR contraints de « gagner leur vie » en France : places d'auxiliaires, d'aide-soignantes, etc. au SMIC ! Comme disent les AGR, le BUMIDON, ce sont de vrais marchands d'esclaves !

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

ARRIERE, SATAN!

Le 28 novembre 1974, les députés étaient appelés à voter contre le diable. Mais le diable a gagné.

Au hasard de nos lectures, nous sommes tombés sur le numéro de février de « Marie-Claire » qui publie une longue suite de citations de députés lors du débat sur la loi Veil (à propos de l'avortement), le 28 novembre 1974.

Nous ne pouvons priver nos lecteurs du plaisir de lire certaines de ces perles oratoires parlementaires.

Tout d'abord, pour ses opposants, la loi autorisant l'avortement est une création du diable :

« En France, pour l'instant, nous le savons bien, c'est Satan qui conduit le bal. Et pour Satan, contraception et avortement ce sont deux chapitres du grand et même livre de la sexualité » (Albert Ligor RPR).

L'avortement, c'est aussi « une barbarie organisée et couverte par la loi, comme elle le fut, hélas, il y a 30 ans pour le nazisme en Allemagne ». (Jacques Médécin PR).

De toute façon, dites-vous bien que, si aujourd'hui, les femmes se révoltent contre la condition injuste qui leur est faite

et exigent d'être maîtresses de leur vie et de leur avenir, c'est l'effondrement de tout aux yeux de nos députés.

« L'une des tendances de notre société est de ne plus rien respecter : les élus de la nation ne sont plus respectés, les enfants ne respectent plus leurs parents, et pas davantage leurs professeurs, des femmes ne respectent plus l'enfant qu'elles portent ». (Louis Joanne, PR).

Pour changer un peu de registre, un argument artistique :

« De la Vénus de Lespugue aux femmes de Renoir, de Notre-Dame de la Belle Verrière à la danse des Carpeaux, l'artiste a exalté la femme, sa fécon-

dité, sa sensualité, sa pureté, sa maternité, sa beauté. Jamais l'art n'évoque l'avortement ! » (Pierre Bas, RPR).

C'est un argument auquel très peu de monde avait pensé. Il faut reconnaître toutefois qu'il est exact que ni Michel-Ange, ni même Picasso, n'ont fait de tableaux représentant la loi Veil.

« Quand on aura tout appris, ce qu'on s'ennuiera en faisant l'amour » s'est écrié Eugène Claudius-Petit (Réformateur) à propos du débat sur l'éducation sexuelle.

Trois arguments de bon goût pour terminer :

« Éviter de retirer d'un utérus un être déchiqueté au milieu du sang et des débris placentaires » (Maurice Tissandier, PR).

« Et nous voudrions faire cesser de battre ce cœur que nous venons d'entendre » a demandé René Feit (PR) après avoir fait écouter un enregistrement de rythme cardiaque au magnétophone.

« La légalisation de l'avortement multipliera, selon toute vraisemblance, le nombre des enfants prématurés et par conséquent la proportion des handicapés mentaux et physiques » (Emmanuel Hamel, PR).

Si la droite, dans sa majorité, refuse la loi Veil, les députés de gauche votèrent pour. Sauf un nommé Zuccarelli, député radical de la Corse. Par quel argument s'est-il laissé convaincre ? Peut-être pense-t-il comme ce député RPR qui s'est écrié : si voter contre cette loi « mérite l'appellation de réactionnaire, alors je suis fier d'être réactionnaire ».

Voilà quels discours odieux tenaient les députés pendant que dans la rue, dans les usines et dans les quartiers, des femmes luttaient pour qu'en fin de compte passe une loi qui, aujourd'hui, n'est qu'à peine appliquée.

RPR : Rassemblement pour la République, gaulliste, chiraquien.

PR : Parti républicain, giscardien.

NOTRE CAMARADE

GUY PERIOU EST DECÉDÉ

Notre camarade Guy Périou est mort subitement le 21 février à St-Brieuc. Tous ses proches, amis et camarades de St-Brieuc et de la Bretagne sont invités à se réunir le vendredi 24 à 15 h 30 précises au cimetière de l'Ouest (St-Brieuc) pour lui rendre hommage.

APPEL A LA

CORRESPONDANCE

Pour que notre quotidien puisse vraiment rendre compte de l'intensité et de l'importance de la bataille politique en cours, nous faisons appel à vous, amis lecteurs.

La bataille politique menée par l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne contre la bourgeoisie de droite et de gauche se mène au cœur des masses, dans les usines, les chantiers, les quartiers, les villages. Des échos directs de la lutte « sur le terrain », voilà ce que nous vous demandons.

Comment se déroulent les réunions publiques de l'UOPDP ? Quel accueil rencontre notre ferme opposition aux partis bourgeois ? Quelles sont les initiatives prises par les comités de l'UOPDP ? Quelles sont les questions que nous posent les travailleurs ?

Racontez-nous aussi les contacts pris avec les écologistes et certains groupes-femmes qui se démarquent de la droite comme de la gauche.

Amis lecteurs, prenez le temps d'informer ceux qui luttent comme vous.

N'hésitez pas à envoyer un petit article vite fait ou des indications brutes écrites comme ça vient sur le papier en indiquant le contexte, l'origine géographique et la date. Écrivez donc rapidement à la boîte postale « Humanité rouge », BP 61 75861.

Encore un jeune abattu !

Un garagiste d'Annoy-sous-Lens (Pas-de-Calais) a froidement abattu d'un coup de carabine un jeune qu'il soupçonnait de lui voler du bois au fond de son jardin. Rémy Alouani, 20 ans, est mort pendant son transfert à l'hôpital.

Show Ponia

Le prince Poniatski était hier l'invité de « Cartes sur table ». Le spécialiste de la police musclée, des opérations « coups de poings » et de la répression contre les travailleurs immigrés, se présentait sous un jour jovial et bonhomme. Il a affirmé la main sur

le cœur que pas un seul homme politique ne voyait son téléphone placé sur table d'écoute aujourd'hui, car c'est là « le propre des régimes totalitaires ».

Il s'est pourtant coupé quelque peu en lâchant que les écoutes existent « seulement dans le domaine de la lutte contre la criminalité » et se révélaient souvent « décevantes pour les écouteurs ».

La menace perçait à plusieurs reprises sous les propos patelins, comme sur l'école « qui doit redevenir un lieu dépolitisé. Il n'est pas concevable qu'une minorité de professeurs politisés fassent pression sur leurs élèves. Il faudra une nette évolution, un retour à ce qu'était l'école auparavant », et lorsque fut évoquée l'hypothèse d'un recours à l'article 16 en cas de « graves discordes dans le pays ».

• Vitry

Quatre heures pour lutter contre l'insécurité des travailleurs
Organisées par le Collectif populaire de Vitry
contre la répression
Samedi 25 février de 14 à 18 h
Salle Montesquieu
55, rue Charles Fourier
Vitry (près de la gare)

Réunions-débats organisés par

L'HUMANITE ROUGE

« LES LÉGISLATIVES ET NOUS » :
SOUTENONS LES CANDIDATS DE
L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE
POUR LA DÉMOCRATIE PROLÉTARIENNE

MONTARGIS

Vendredi 24 février, 20 h 30
Salle Paul Bert, 40 rue Perrier

HÉNIN-BEAUMONT

Samedi 25 février, 17 h
Salle du foyer laïque, place Carnot

DOUAI

Mercredi 1er mars, 20 h
Salle des fêtes du pavillon Roux, rue Léonie Maiaux

Chirac baratine

Brice Lalonde et les autres candidats de « Paris Écologie 78 » estiment que « pas une seule initiative importante n'a été prise » par Chirac depuis son élection, il y a un an, à la mairie de Paris.

« Nous avons seulement une mairie-spectacle avec un maire spectaculaire », ont-ils affirmé. Ils ont particulière-

ment critiqué sa politique en matière de logement social, d'aide aux personnes âgées et d'action culturelle.

Pour les personnes âgées, le collectif estime nécessaire de « les maintenir dans des logements anciens et de mêler leurs activités à celles des autres habitants afin qu'elles ne soient pas coupées de la vie courante ».

• Corse

Attentat contre l'appartement de Mme Siméoni

Un attentat a été commis mercredi contre l'appartement de la mère de Max et Edmond Siméoni. L'explosion, l'une des plus violentes contre une maison habitée, a complètement dévasté l'immeuble. Elle semble être le fait des milieux fascistes en Corse. Roland Siméoni était lui aussi visé par un attentat analogue, mais la charge de plastique n'a pas explosé.

Mitterrand

Sourires à Brejnev

Une fois n'est pas coutume, Mitterrand abordait hier les problèmes de politique étrangère au cours d'un déjeuner avec la presse. Il a repris les thèmes chers au PCF sur « le lent glissement de la politique giscardienne vers l'intégration atlantique ». Il a plaidé pour le maintien de la fiction de la « détente » en affirmant que la France devait aller à la conférence de Genève sur le désarmement et de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale « afin d'écartier l'équilibre de la terreur et la prolifération de l'arme nucléaire ».

Enfin, il a estimé qu'il « existe déjà de bons traités d'amitié avec l'URSS », tout en laissant entendre prudemment « qu'il faudrait peut-être en renégocier le contenu ».

Il faisait ainsi preuve d'une grande souplesse d'échine envers le social-impérialisme russe à l'heure où sa machine de guerre ne cesse d'augmenter, visant directement l'Europe.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

REDON, GUINGAMP, AU COEUR D'UNE REGION PAYSANNE

Les marxistes-léninistes ne présentent pas de candidats. Mais ils n'en sont pas moins présents aussi bien dans les luttes que dans la campagne politique. La lutte des Fonderies du Trégor est un excellent terrain pour expliquer aux travailleurs pourquoi le PCF a trahi et pourquoi la gauche ne défend pas les intérêts de la classe ouvrière.

REDON

Une petite ville de 10 000 habitants, au carrefour de trois départements (Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Morbihan). Les cantons alentour forment le « Pays de Redon ». Dans ces cantons, la surface moyenne des fermes est de 13 à 16 ha ; les conditions de logement sont souvent difficiles. On trouve beaucoup de fermes où les sols sont en terre battue.

Par contre, les traditions populaires restent toujours solidement implantées.

Mais les jeunes partent beaucoup de villages sont presque abandonnés.

Redon est resté longtemps à l'écart du développement industriel. La plupart des implantations in-

dustrielles datent d'après 1945. Beaucoup de petites entreprises ; les plus importantes : Garnier (machines agricoles), Unifer (sièges de voiture), SRPI (matériel téléphonique), Flaminaire (briquets) ont entre 400 et 700 ouvriers.

La situation de la classe ouvrière est de plus en plus difficile : fermetures d'entreprises, 560 licenciements depuis 1973, plus de 70 autres.

Il y a près de 2 000 chômeurs dans le pays de Redon et des salaires nettement inférieurs au reste de la Bretagne. Chez Garnier, des travailleurs, avec plus de vingt ans d'ancienneté, gagnent l'équivalent du SMIC.

Longtemps dominé par le paternalisme allié au clergé réactionnaire, le pays de Redon a connu depuis dix ans de nombreuses luttes ouvrières et paysannes.

En 1967, 10 000 paysans livrent une bataille rangée contre les CRS. En mars 1968, 3 000 ouvriers se mettent ensemble en grève pour 30 centimes d'augmentation de l'heure. Tous les patrons cèdent.

En 1974-1975, les travailleurs de Garnier luttent contre les licenciements ; plusieurs manifestations violentes, la ville est occupée par les CRS, un grand soutien populaire est organisé dans toute la Bretagne.

Au même moment, des paysans installent un jeune sans terre sur une ferme en friche à la Vigne-Marou,

à quelques kilomètres de Redon. Un début d'unité ouvriers-paysans se réalise.

Ouvriers et paysans auront à faire face à la répression de la bourgeoisie (25 ouvriers et 12 paysans sont inculpés pour violence) et à la trahison des dirigeants de la CGT et du PCF qui acceptent les licenciements et dénoncent les travailleurs aux flics.

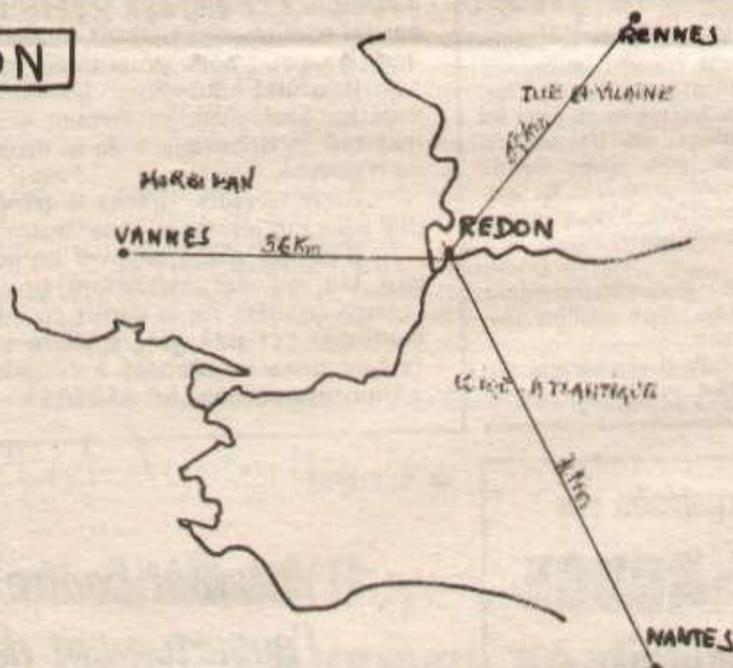
Depuis, de nombreuses grèves se sont succédées pour des augmentations et contre les licenciements. Plusieurs sections syndicales ont été créées dans des petites boîtes.

Mais les luttes se succèdent sans se coordonner, ni se soutenir. Cela s'explique par la peur qu'exerce le chômage, l'espoir que la gauche pourrait apporter un changement et surtout le travail de division et de sabotage de responsables CGT-PCF qui « descendent » à chaque fois de Rennes.

La journée du 1er décembre a connu une très faible participation, preuve que les travailleurs ne veulent plus de ces journées inefficaces et au service du Programme commun. Dans le quartier de Bellevue-Lanrua, les locataires HLM avec leur comité, à l'issue de deux années de luttes (pendant lesquelles ils ont versé les charges de chauffage sur un compte bloqué) ont contraint l'office HLM et la société de chauffage COFRETH à réviser les contrats et à rembourser une partie des sommes volées légalement. De plus de nombreuses améliorations dans les logements et sur le quartier ont été obtenues.

LES LUTTES

REDON



Les forces politiques

A droite, trois candidats se livrent une bataille acharnée. Madelin, jeune loup du PR, se parachutait et multiplie banquets, cocktails, galettes des rois, tours de chants... et inonde la ville et les villages de milliers d'affiches et de journaux. Le PS a une implanta-

tion récente dans le pays de Redon et progresse électoralement au détriment du PCF. Il a quatre élus au conseil municipal. Son activité militante à Redon est quasi-nulle : sa feuille locale « Horizon socialiste », parue pour la première fois en 1974, en est à son numéro

cinq !

Le PCF qui a été longtemps la seule force organisée sur la ville stagne suite à ses attitudes, notamment dans la lutte de Garnier où ses responsables s'opposèrent de front aux travailleurs.

Les marxistes-léninistes

Bien que force encore modeste, ils ont joué un rôle actif dans l'organisation du soutien aux luttes, ce qui leur vaut une large sympathie parmi les travailleurs. Ils jouent également un rôle actif dans leurs syndicats et dans le comité de quartier.

Enfin, face à l'exploitation, au chômage, à l'exode des jeunes, la JCLMF naissante s'organise et engage la lutte.

Tout ce travail a été concrétisé dans un premier meeting de l'Humanité rou-

ge à Redon à la mi-janvier : 50 personnes (paysans, ouvriers, employés) y ont participé, posant des questions et écoutant avec attention les propositions des marxistes-léninistes et l'historique du Parti communiste marxiste-léniniste de France.



Affiche des travailleurs de Garnier sur une porte de la ferme de la Vigne-Marou occupée par les paysans.

GUINGAMP

La campagne politique actuelle revêt une grande importance à Guingamp car :

— La classe ouvrière doit faire face à une situation difficile : licenciements Layton, Offret, Fonderies du Trégor ; 2 500 chômeurs sur une population de 18 000 habitants.

— Il en est de même pour les paysans : endettement, faillites, une saisie a lieu actuellement.

— Les deux clans de la bourgeoisie s'y livrent une lutte sans merci : Ollivro (CDS) a « perdu » la mairie au profit de Leizeur (PCF).

UNE CLASSE OUVRIERE JEUNE, RÉCENTE

Guingamp fut au début du siècle une importante cité de métaux, les usines

Tanvez employèrent jusqu'à 1 500 ouvriers en 1940.

Par suite de la restructuration capitaliste, il n'y en a plus que 50 à la SAAH, 80 venant d'être licenciés à la Fonderie du Trégor, qui se sont partagés les débris de Tanvez en 1966.

L'industrialisation s'est faite dans les années 1960-1970 : un grand nombre d'industries liés à l'agro-alimentaire se sont implantées sur les deux zones industrielles (Unicopa, abattoirs, ect.)

Autour de Guingamp, Doux, à Perdenec. Ce sont des petites et moyennes entreprises qui emploient pour des salaires bas, une classe ouvrière issue de la petite paysannerie.

L'A.O.I.P., coopérative ouvrière, emploie 1 100 per-

sonnes. C'est la plus grosse boîte. Elle fabrique du matériel de précision.

Un secteur traditionnel du bâtiment, en difficulté, où les conditions d'exploitation sont aggravées par la crise.

LEURS CARACTÉRISTIQUES

57 % des entreprises emploient de 10 à 29 salariés, 2 %, plus de 500 salariés.

Elles sont dirigées par des patrons de choc, tel Hélaury, parfois par des cadres « de gauche », certains membres du PS à l'UCA* vidèrent un ouvrier, d'autres au conseil d'administration du foyer des jeunes travailleurs licencièrent l'animatrice.

Les luttes dans la région

En 1938, l'armée dut intervenir pour briser l'occupation des usines Tanvez.

Des dernières luttes, la plus importante est celle qui menèrent en 1973-74 les cent ouvriers des abattoirs Doux à Péderneec.

Six mois de conflit dur,

ponctué de manifs, de vente « sauvage » de poulets fournis par les paysans, s'appuyèrent sur un piquet de grève, bénéficiant d'un puissant soutien populaire, obligèrent Doux à céder en partie.

Les lendemains furent

difficiles : répression, licenciements, augmentation infernale des cadences. Il a fallu attendre 1977 pour que la classe ouvrière reprenne l'offensive : débrayage des accrocheurs, refus de travailler le samedi. Un au-

Résolutions du 3e Congrès du Parti communiste-marxiste léniniste de France SUR LA QUESTION DES MINORITÉS NATIONALES

La désagrégation de « l'Empire français », la faillite de l'impérialisme rentier, parasitaire, colonial, la « restructuration » forcée de l'appareil productif en France même, ont remis à l'ordre du jour le problème des minorités nationales.

En effet, « l'aménagement » monopoliste « du territoire », la « reconversion industrielle » et la « rénovation rurale » frappent de manière particulièrement brutale des régions telles que la Corse, la Bretagne, le Pays basque, la Catalogne, l'Alsace, etc.

La « rénovation rurale » signifie l'élimination accélérée des petits paysans et, corrélativement, la liquidation ou le remodelage « touristique » de la culture populaire traditionnelle : en ce sens, elle frappe les masses populaires de façon particulièrement humiliante dans les régions où vivent des nationalités minoritaires légitimement attachées à leur langue et à leurs propres formes d'expression culturelle.

La « reconversion industrielle » frappe également de façon particulièrement violente ces mêmes régions où existait un tissu de petites industries et d'artisanats liés à l'agriculture, à la pêche, aux ressources forestières et minières locales : les petits paysans

et leurs familles, chassés de la terre, sont assujettis désormais au chômage, à l'exode ou encore à la surexploitation dans les usines « goulags » décentralisées, dans le seul but d'utiliser à bas prix la main d'œuvre fournie par la misère paysanne et la fermeture des industries locales (ainsi les usines Citroën en Bretagne).

En outre, en Corse existe un peuple aux caractéristiques bien nettes, une très forte unité géographique, économique, culturelle, un passé historique original fondé sur le fait que la région n'a pas été rattachée à la France dans le cadre de la révolution antiféodale, mais existait comme République démocratique indépendante lorsque la France l'a annexée par la violence. Les meilleures terres, les crédits de développement, ont été attribués à de gros propriétaires non corses, en général à d'anciens colons d'Afrique du Nord ; la majorité de la population d'origine corse a été contrainte à l'exil et il existe un véritable dépeuplement ; les provocations de toute sorte — injures, assimilations racistes (« fainéants et brigands ») au peuple corse, implantation de bases de la Légion étrangère, de forces militaires se conduisant en troupes d'occupation, infiltration de barbouzes, brimades policières — sont pratiquement quotidiennes.

Dans cette situation, en règle générale, le PCMLF :

— Encourage les travailleurs à être solidaires de la lutte d'ensemble contre la bourgeoisie impérialiste française et les deux superpuissances et à développer dans l'immédiat leurs luttes :

— Contre l'expropriation des petits paysans

— Contre les licenciements, le chômage, l'exode

— Contre l'oppression linguistique, contre le mépris des cultures populaires, contre le chauvinisme de la bourgeoisie française ;

— Soutient le combat pour « le droit de vivre et travailler au pays », dans la mesure où il exprime essentiellement l'unité ouvrière et populaire contre toutes ces formes d'exploitation et d'oppression engendrées par le développement capitaliste ;

— Soutient les militants et les forces victimes de la répression de l'État bourgeois ainsi que des campagnes de calomnies, de division ou de récupération des politiciens bourgeois de droite ou de gauche ;

— Oeuvre au renforcement décisif de l'unité des ouvriers et des petits paysans pour la révolution socialiste qui, seule, peut à la fois abolir l'explo-

tation des ouvriers et l'oppression des petits paysans, respecter et développer les langues minoritaires et les cultures populaires, apporter un soutien spécial à l'amélioration de l'économie et du bien-être dans les régions jusque-là particulièrement pressurées par la bourgeoisie française.

Lorsque comme en Corse, il existe une oppression comparable par bien des aspects à celle des colonies, notre parti se fonde sur le principe marxiste-léniniste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Prétendre que le peuple corse doit nécessairement attendre la révolution socialiste pour se libérer de la tutelle de la bourgeoisie impérialiste française, cela serait une attitude étroite et chauvine. Notre parti estime donc que c'est aux masses populaires corses de décider si elles désirent ou non l'indépendance, la séparation d'avec l'État bourgeois impérialiste français.

En ce qui concerne le statut des autres régions dont les populations soulèvent des revendications particulières (Pays Basque, Bretagne, Catalogne, Alsace), le PCMLF précisera sa position en fonction de l'enquête et de l'analyse concrète et sur la base des principes fondamentaux élaborés par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tse-Toung sur la question nationale et coloniale.

Les luttes dans la région

Suite de la page 6

tre signe révélateur, c'est la réunification des sections CFDT et FO au sein de la CFDT.

Début 1977, deux cents OS, femmes de l'AOIP, se mettent en grève contre le travail au rendement (le boni). Dans cette usine coopérative « modèle », c'est important. Elles remettent en cause le système d'exploitation capitaliste.

Chez le « Père Helary », il n'y avait jamais eu de grève... Celle des ouvriers de la carrière du Sullay qui dura 15 jours se termina sur la victoire des revendications, cependant, un des grévistes fut licencié. Ce fut

une juste action de classe, mais qui ne parvint pas à mobiliser l'ensemble du personnel.

A la mi-décembre 1977, après des mois d'attente, les métallos de la Fonderie du Trégor, descendent dans la rue et se mettent en grève trois jours pour :

— L'amélioration des conditions de travail, le 13e mois, le maintien de l'emploi.

Mais trois semaines plus tard, tout est remis en cause par le dépôt de bilan de la société. Le 23 janvier, les ouvriers décident d'occuper l'usine.

Dès lors, le PCF par CGT interposée engage une ba-

taille pour en faire son « affaire » et dévoyer la lutte des ouvriers vers les élections de mars. Le boulot de démobilitation sera si bien fait que le samedi 4 février, l'occupation est levée. Aussitôt, les stocks et les moules de fabrication sont récupérés par les patrons.

L'une des dernières luttes (pour 0,60 F d'augmentation par heure) courte mais déterminée et victorieuse, fut celle d'Essuie-glace, entreprise de nettoyage, sous contrat avec l'AOIP.

La CGT ne fit rien pour étendre la grève aux autres usines (Paris, Morlaix, Béziers) et la lutte se solda par un échec.

tions économiques (chambre d'agriculture, Crédit agricole).

Le MODEF regroupe de nombreux petits paysans, mais sans les organiser vraiment. Par contre, le journal « La Terre » est beaucoup lu.

Les « Paysans-Travailleurs » sont moins nombreux, mais représentent une force incontestable sur le terrain. Et plus d'un marchand de bestiaux, d'aliment ou de matériel qui extorque de l'argent aux paysans a peur par-dessus tout que « Paysans-Travailleurs » mettent le nez dans ses affaires.

Le dernier en date est un notaire véreux de Lanvollon qui en forçant les paysans à payer un pas-de-porte pour pouvoir louer des terres empêchait un jeune paysan qui en avait besoin de l'avoir. Il y a eu de nombreuses actions à Ploezec pour installer le jeune en

question et notre presse a joué un grand rôle dans la popularisation de cette affaire, qui n'est pas finie puisque le 11 février, les paysans du coin sont allés ensemercer les terres...

Les luttes contre la taxe laitière sont plus difficiles à développer ; il y a une sorte de sentiment d'impuissance en face de cette machine technocratique de Bruxelles. L'axe de la lutte actuellement est de contraindre les laiteries à ne pas la prélever malgré les menaces du gouvernement.

Politiquement, les paysans votent de plus en plus à gauche, ce qui traduit leur mécontentement et leurs espoirs de changement. C'est aux marxistes-léninistes de leur montrer par où passent ces vrais changements : l'alliance avec la classe ouvrière, le refus des bourgeois de gauche comme de droite, le renversement de l'État capitaliste.

Le principal affrontement : CDS-PCF

Ollivro, député depuis 1966, se présente actuellement sous étiquette CDS après avoir été PDM.

Type du notable local qui choisit son étiquette politique en fonction de ses intérêts électoraux immédiats.

Maire en 1971, applique une politique de prestige : piscine, « la plus belle mairie de France », mais pas une crèche, pas une maison de jeunes, des impôts très lourds. Il est soutenu par la bourgeoisie commerçante.

Leyzour, PCF, candidat à la députation depuis 1946. Il a de fortes chances d'être l'un de ces nombreux députés que réclame Marchais : le PCF s'étant donné comme objectif : un député

communiste à Guingamp. Un permanent est même descendu de Paris pour remettre de l'ordre dans la section considérée comme « molle ».

Marqué par la personnalité de F. Leyzour, il garde pour beaucoup son auréole de parti des ouvriers (et son rôle dans la Résistance). Mais il ne fait du travail politique qu'au moment des élections. Par contre, il détient l'union locale CGT.

UN AN DE
MUNICIPALITÉ DE
GAUCHE : OU EN
SOMMES NOUS ?

Quels sont ces changements profonds dont on nous rebat les oreilles ?

Information ? Démocratie ? Rien. Le bulletin municipal qui devait paraître, personne ne l'a vu.

Les discussions ont lieu à l'annexe de la mairie, café en face où l'on se retrouve entre « copains », où le PCF a son quartier général et où l'on fait prendre les tracts de la CGT.

Par contre, la volonté de contrôler : à la mairie, pas une seule réunion de l'office municipal des sports sans la présence du maire.

A l'organisation des locaux Castel Pic : le grand argument avancé est : « Nous ne sommes pas responsables (des hausses), ce n'est pas nous qui avons voté le budget, et puis le gouvernement refuse des crédits ».

Les paysans

La région de Guingamp est une région très agricole, composée principalement de petites fermes faisant surtout du lait, mais aussi un peu de cochons et des céréales.

La coopérative du Trioux (Unicopa) par exemple, ramasse le lait dans 1 742 fermes. 48 % des adhérents ont plus de 50 ans. 48 % livrent moins de 60 000 litres de lait par an, c'est-à-dire qu'ils ont moins de quinze vaches.

Cette population agricole fait vivre toute une partie de la population de la région : on peut dire que deux actifs sur trois ont un travail en rapport avec l'agriculture. Ce qui fonde matériellement l'unité ouvriers-paysans.

Côté syndicats, la FDSEA est inexistante sur le terrain, mais elle regroupe encore la majorité des paysans car c'est elle qui dirige et encadre toutes les organis-



Ploezec, les paysans ensementent les terres d'un cumulard.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

L'ARMÉE QU'ILS NOUS PREPARENT...

L'armée, avec les autres forces de répression (police, CRS, milices fascistes...) dans un pays impérialiste comme la France, est le pilier principal de l'appareil d'État. C'est le dernier recours de la bourgeoisie, en cas de « crise grave », quand les travailleurs refusent de supporter plus longtemps l'exploitation des capitalistes.

Depuis de nombreuses années, cependant, la bourgeoisie a cherché à cacher cette mission principale de son armée (également dans une certaine mesure son rôle impérialiste) et ne parle plus que de son rôle de défense en cas d'agression du pays, son rôle dit de « défense nationale ». Cette hypocrisie ne doit pas faire illusion.

La gauche n'échappe pas à la règle. Le Programme commun — sauce 1972 — nous assure même que l'armée ne serait plus utilisée contre le peuple de France ni contre les peuples et pays du tiers monde. Nous allons voir que leurs projets contredisent totalement cette mystification.

LA DROITE, GISCARD-BARRE-CHIRAC ET Cie

L'ensemble des mesures de réformes de l'Armée de terre conduit :

- A une armée mieux répartie sur tout le territoire que précédemment, une véritable armée de quadrillage, suite en particulier à la création des 14e et 15e divisions d'infanterie autour de Lyon et Limoges, par le renforcement de la 11e DP, de la 9e Dima (Bretagne) et de la 27e DIA (Grenoble)...

- A une armée où le poids des unités de métier et d'engagés devient de plus en plus grand par élimination des appelés du service (20 000 en moins) et par le refus de leur accorder une véritable instruction militaire. En fait, la bourgeoisie veut mettre en place une véritable armée de mercenaires, où les appelés, isolés, ne joueront plus qu'un rôle de larbins, sans accès à l'instruction et aux armes : un peuple qui sait manier les armes est dangereux pour la bourgeoisie.

- A une armée qui peut désormais être réquisitionnée par le ministre de l'Intérieur ou les préfets beaucoup plus facilement que par le passé.

LA GAUCHE, MITTERRAND ET MARCHAIS

La politique de « défense » est un sujet où les désaccords sont importants entre les partis de gauche. En particulier, sur la force de frappe que les faux communistes ne voudraient plus voir tournée contre le social-impérialisme soviétique qui menace de plus en plus clairement les pays ouest-européens.

Mais ces divergences ne doivent pas pour autant nous faire oublier qu'ils sont d'accord — avec des propositions différentes — sur le principal : l'armée doit être forte pour défendre leur pouvoir (si jamais ils y arrivent) et pour imposer leur exploitation aux travailleurs. Derrière les grands mots : « Lutte pour la paix mondiale », « Armée populaire », « Armée au service de la nation » se cachent en fait leurs véritables intentions.

L'un comme l'autre, tout en se disant opposés à l'armée de métier, gardent en fait toutes les unités d'engagés et de métier qui existent aujourd'hui ; ils comptent bien également conserver tous les cadres de l'armée bourgeoise actuelle, même les plus fascistes ; et le PCF va même jusqu'à demander pour eux « la considération et le respect » (!). Alors qu'on sait

que de nombreux officiers et sous-officiers sont prêts à « casser du gréviste », que certains s'attaquent régulièrement aux travailleurs immigrés, que tous les jours, dans les casernes, ce sont les insultes et les brimades.

Cela prouve clairement que pour ces bourgeois-là, l'ennemi c'est le peuple, les travailleurs et qu'une « bonne armée » est nécessaire pour les mater...

Restait à régler le problème des appelés, pour que l'ordre règne également dans les casernes.

La réorganisation du service militaire proposée par le PS conduit à la diviser en période de préparation militaire, en un service réduit à six mois et en période de réserve. Un telle réorganisation va dans le sens de la revendication avancée par certains du service à six mois, et à laquelle du reste nous avons toujours été opposé. Car une telle mesure conduit d'une part à diminuer le poids du peuple au profit de l'armée de métier, au profit d'interventions antipopulaires. Et d'autre part, c'est un moyen pour tenter de s'opposer aux luttes des soldats en rendant encore plus difficile leur organisation : six mois, c'est court ! La réorganisation de ces messieurs du PS, c'est ni plus ni moins une mesure de répression !

Le PCF a choisi une autre voie, qui n'est pas pour autant moins dangereuse. D'une part, à tous les niveaux, il compte mettre en place le contrôle par des « organisations représentatives » du bon fonctionnement de l'armée. En fait, il s'agit de permettre à ses élus de s'infiltrer à tous les niveaux pour mieux imposer leur ligne de trahison des intérêts des travailleurs et des soldats, pour mieux briser nos luttes.

D'autre part, il souhaite relancer la participation que Giscard avait tenté d'instaurer et qui a été le fiasco. Au lieu des délégués désignés d'office comme à l'heure

actuelle, ils seront élus ; mais le résultat sera le même puisque les différentes commissions n'auront qu'un rôle consultatif. En particulier, elles auront à donner leur avis sur les sanctions qui devront être prises : ce que veut le PCF, c'est poursuivre la même politique de répression qu'avant, mais il voudrait que ce soit les appelés qui la décident. Les appelés n'accepteront jamais de jouer ce rôle-là ! Enfin, le service pour Marchais doit devenir une « école

de civisme et de patriotisme » (*) !. On peut compter sur le PCF pour tenter de nous faire croire que la lutte ne sert à rien, que ceux qui luttent sont des contre-révolutionnaires, que les ministres PCF sont au service des travailleurs, etc.

Les dirigeants du faux parti communiste veulent un peuple qui marche à la baguette.

(*) Notre prochain article sera : l'instruction civique à l'armée.

jusqu'à ce jour n'étaient connues que par l'impact des insignes et de l'usage qui leur ont été attribués.

Chaque ouvrage de cette collection sera réalisé à partir de documents d'époque par les Anciens de l'Unité concernée.

LE 1^{ER} DE CETTE COLLECTION EST CONSACRÉ À L'UN DES PLUS CÉLÈBRES COMMANDOS D'INDOCHINE :
"LE COMMANDO PONCHARDIER"

IL A ÉTÉ RÉALISÉ À PARTIR DE TEXTES D'ÉPOQUE : (CARNETS DE ROUTE, MISSIONS), COMPLÉTÉ EN 1977 ET ILLUSTRÉ AVEC LA COOPÉRATION DE L'AMICALE DES ANCIENS DU GROUPEMENT PONCHARDIER.

PHOTOGRAPHIES :
• COLLECTIONS PARTICULIÈRES,
• ÉTABLISSEMENT CINÉMATOGRAPHIQUE
ET PHOTOGRAPHIQUE DES ARMÉES.

FORMAT 21 x 29,7
32 PAGES
- COUVERTURE CARTONNÉE
EN COULEURS
- 40 PHOTOS ET DESSINS
PLANCHE D'INSIGNES



Voilà le genre de documentation que se procurent les officiers de l'armée bourgeoise.

Projet de loi du PCF sur les militaires de carrière

Citons quelques phrases du projet de loi déposé par le PCF à l'Assemblée nationale en 1976, concernant le statut des militaires de carrière dans le cadre d'un gouvernement de gauche :

« Les militaires de carrière se sentent coupés de la nation, isolés, rejetés même. Ils en souffrent, ils s'interrogent sur leur rôle... Que fait-on de leur aspiration à servir, de leur désintéressement ? (...) »

« Les militaires de carrière ont été victimes d'une scandaleuse tromperie pendant les quarante dernières années. En Indochine, en Algérie, ils ont été engagés dans des guerres coloniales sans issue. Ils sont allés, avec discipline, et sans démentir, de défaites en humiliations, pour se retrouver aujourd'hui, contestés (...) »

« Les militaires de carrière refusent de servir à des opérations brise-grève en France. »

Quel scandale ! Ce soi-disant parti communiste et internationaliste ose dire que l'armée bourgeoise et colonialiste française est un pauvre pantin entre les mains de quelques politiciens corrompus !

C'est en sachant bien qu'il pouvait compter sur son armée, que le gouvernement s'est lancé dans ses aventures coloniales d'Indochine et d'Algérie, et cette armée y a assez montré son idéologie fasciste, raciste et colonialiste.

Certains nostalgiques de droite ou d'extrême-droite exhalent encore ces périodes où on « égorgait du Viet » et où « on cassait du bougnoule ». C'est la même idéologie, la même soif de profits qui ont guidé son intervention contre le peuple Sahraoui dernièrement. C'est la terreur qu'ils continuent de faire régner dans les prétendus départements et territoires d'outre-mer (DOM-TOM).

Il faut dire que ces messieurs du PCF sont bien mal placés pour accuser les militaires de carrière, puisque c'est un gouvernement de gauche qui a participé à l'intervention en Indochine et que le PCF a lui-même voté les crédits de guerre à Guy Mollet pour la guerre d'Algérie (en 1956).

En réalité, une chose est claire, le PCF se soucie bien plus de se faire bien voir par l'armée bourgeoise, que de dénoncer les crimes commis par cette armée et d'en montrer la nature à notre peuple.

Quant à l'armée briseuse de grève les dirigeants du PCF cherchent à faire oublier un peu vite que les dernières interventions massives de l'armée contre des grèves ont eu lieu contre les mineurs du Nord, sous un gouvernement de gauche en 1947.

D'autre part, en 1968, de nombreuses unités de l'armée étaient rassem-

blées autour de Paris et toute l'armée était sur les dents, prête à intervenir contre le mouvement de masse. Ce n'est pas en les flattant comme le font les dirigeants du PCF que les engagés seront encouragés à rejoindre les intérêts du peuple. D'ailleurs tout le reste du projet de loi n'est que flatterie et démagogie : « on augmentera vos salaires, on reconnaîtra votre qualification à sa juste valeur, vous aurez la liberté d'opinion, d'organisation, on vous offrira une large participation... » etc.

« Il faut que le capital d'idées neuves et constructives que constituent les membres de la collectivité militaire ne reste point inutilisé. Une pensée militaire libre doit s'exprimer ! »

On a des exemples de ce à quoi la pensée militaire s'emploie quand elle est au service de la bourgeoisie : l'encadrement idéologique de la jeunesse appelée sous les drapeaux, le racisme, la répression, l'enquête policière... Mais on peut lire aussi : « Toute évolution politique en France doit se réaliser par des voies légales » et « les mouvements qui utilisent la violence armée ou appellent à l'utiliser sont interdits » disent les dirigeants du PCF. Ainsi les choses sont claires : ils sont prêts à s'appuyer sur l'armée bourgeoise et la justice bourgeoise pour écraser le mouvement révolutionnaire.